

Comptes économiques 2004

En 2004, le rythme de croissance du produit intérieur brut se ralentit : 2,7 % de croissance annuelle au lieu de 3,9 % en 2003. Ce ralentissement affecte particulièrement le secteur marchand où la valeur ajoutée croît modérément de 2,4 % contre 4,4 % en 2003. Les ménages, en manque de confiance, ont moins consommé en 2004 ; l'investissement et les importations évoluent aussi à la baisse, compte tenu d'une forte diminution des importations exceptionnelles (avions et bateaux) et de la moindre activité des entreprises. En revanche, les exportations progressent à nouveau après une année 2003 morose.



N° 3/2007

Directeur de la publication :
Serge CONTOUR

Rédactrice en chef :
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :
Alexandre AILLOUD
Maquettage : Yrida DOMINGO
Flashage : SCOOP
Impression : STPmultipress

Vente et abonnements : 47 34 42
Prix du numéro :

En Polynésie française : 600 F.CFP
Hors Polynésie française : 750 F.CFP

Dépôt légal : octobre 2007
ISSN 1247 - 7370
©ISPF 2007

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf



INSTITUT
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE
FRANÇAISE

2004, tassement de la croissance

Avec une croissance du PIB de 2,7 %, l'activité économique polynésienne a marqué le pas en 2004 après les 3,9 % de croissance connus en 2003. Le ralentissement a particulièrement affecté la sphère marchande avec une hausse limitée de la valeur ajoutée de 2,4 % contre 4,4 % en 2003 et une croissance moyenne de 3,2 % sur la période 1997-2003.

Les salaires versés par l'Administration ont contribué positivement à la croissance du PIB avec une hausse globale de 3,3 %, bien que ce taux soit inférieur aux 3,7 % de hausse annuelle moyenne observée entre 1997 et 2003. En 2004 les salaires et charges de l'État civil ont augmenté de 4,9 %, ceux des communes de 4,3 % tandis que la masse salariale du Territoire ne progressait que de 0,5 %.

Le ralentissement de la croissance de la Production Intérieure Brute marchande (PIBe) entre 2003 et 2004 masque des évolutions différentes selon les secteurs. Le secteur des transports et télécommunications perd 2 milliards de F.CFP de valeur ajoutée par rapport à 2003 (-5,1%) alors que les autres services affichent sur la même période une hausse de 10 milliards de leur valeur ajoutée (+8 %). Le secteur tertiaire a contribué à la création de valeur de la sphère privée avec une hausse de 7,8 milliards de sa contribution. Il représente 75,4 % de la PIBe (+2 points depuis 2002) et reflète la tertiarisation croissante de l'économie et le développement des services aux particuliers liés aux nouvelles technologies.

La valeur ajoutée du secteur de l'énergie a progressé de près de 3 milliards de F.CFP (+11,2 %) du fait d'une nette augmentation de 11 % de la consommation en 2004. Confronté à la morosité des commandes, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics voit sa contribution à la PIBe stagner à 25 milliards de F.CFP. La commande publique et la demande des ménages en logements baissent respectivement de 350 millions et 1 milliard de F.CFP, tandis que la demande des entreprises progresse légèrement (+400 millions).

Le secteur primaire affiche une croissance de valeur ajoutée en phase avec l'évolution du PIBe. Avec une hausse de 300 millions de F.CFP, sa valeur ajoutée progresse de 2,7 % par rapport à 2003. Inversement le secteur agroalimentaire semble subir plus directement le ralentissement de la consommation des ménages,

avec une valeur ajoutée et une production en baisse respectivement de 1,8 et 1,5 milliard de F.CFP. La contribution de l'agroalimentaire à la création de valeur du secteur privé diminue donc de 13,3 % entre 2003 et 2004.

Seule la valeur ajoutée des industries mécaniques et électriques est en croissance en 2004, avec une hausse de valeur ajoutée de 625 millions de F.CFP (+6,6 %) tandis que les autres industries marquent le pas. Là encore la réduction de plus de 1,6 milliard de la production des « autres industries » explique la baisse de près d'un milliard de la valeur ajoutée (-8,3 %).

La demande des ménages et celle des administrations se sont ralenties sur l'année 2004, soulignant les inquiétudes des ménages et l'instabilité gouvernementale au dernier trimestre de l'année. Ainsi la consommation des ménages et des administrations s'est contractée de 3,4 % par rapport à 2003. Les salaires versés par les entreprises et les administrations ont pourtant progressé de 3,2 % sur la période mais s'orientent davantage vers le renforcement d'une épargne de précaution.

À l'inverse la demande extérieure a progressé puisque le montant total des exportations de biens et des dépenses touristiques est en hausse de 3,6 % et s'établit à 60,6 milliards de F.CFP.

De fait, le solde de la balance commerciale s'est quelque peu amélioré en 2004 : en valeur cela s'explique par une baisse des importations civiles et l'amélioration des exportations. Ce solde s'établit désormais à -125,3 milliards contre -151,2 milliards en 2003.

Ainsi, en 2004, la croissance s'explique par la forte diminution du déficit commercial, la progression des salaires de l'administration et par la hausse du montant de TVA collectée. Du point de vue des prix, l'inflation a été contenue, l'indice général des prix ne progresse que de 0,8 % par rapport à 2003.

Le PIB et ses composantes en 2003 et 2004

Unité :	2003*		2004	
	millions de F.CFP	%	millions de F.CFP	%
Agriculture	12 316	2,5	12 652	2,5
Industries agroalimentaires	13 751	2,8	11 927	2,3
Énergie	12 360	2,5	14 502	2,8
Industries mécaniques et électriques	9 460	1,9	10 085	2,0
Autres industries	11 835	2,4	10 855	2,1
Bâtiment, travaux publics	25 162	5,0	25 280	4,9
Transports, télécommunications	45 656	9,2	43 306	8,5
Autres services	125 721	25,2	135 951	26,6
Commerce	82 488	16,5	82 391	16,1
PIBe	338 749	67,9	346 948	67,8
Salaires des administrations	121 167	24,3	125 259	24,5
Salaires domestiques	920	0,2	920	0,2
Ensemble des salaires	122 086	-	126 179	-
TVA (importations + consommation)	37 719	7,6	38 744	7,6
PIB	498 555	100,0	511 871	100,0
Taux de croissance PIBe	-	4,4	-	2,4
Taux de croissance PIB	-	3,9	-	2,7
PIB par habitant (F.CFP)	2 026 646	-	2 039 326	-

* : valeurs révisées par rapport à la publication des résultats semi-définitifs dans les Points Forts n° 4 / 2006.

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2004 de la Polynésie française

La production

La production intérieure brute (PIBe) est la contribution du secteur productif marchand au PIB. Elle s'élève à 346,9 milliards de F.CFP en 2004. Le secteur tertiaire (commerce, services et transports et télécommunications) génère, à lui seul, 75,4 % de la PIBe, le secondaire (industries agroalimentaires, énergie, industries mécaniques et électriques et industries diverses) 13,7 %, le BTP 7,3 % et le secteur primaire (agriculture, pêche, perliculture) 3,6 %.

Les services, transports et télécommunications : moteurs de la croissance

Les services (organismes financiers, assurances, hôtels, bars, restaurants, services juridiques, d'hygiène et de santé, d'enseignement, agences de voyages etc.) et les transports et télécommunications continuent leur développement. La croissance de ce secteur de 4,6 % en 2004 est néanmoins plus modérée qu'en 2003 (+7,1 %). Hors transports et télécommunications, l'activité des services gagne près de 10,3 milliards de valeur ajoutée et se positionne comme le secteur le plus important de notre économie (26,6 % du PIB contre 25,2 % en 2003).

Le secteur des transports et télécommunications poursuit la croissance de sa production (+5,4 milliards) en s'appuyant sur le développement de ses compagnies aériennes locale et surtout internationale (+17 % de passagers sur Air Tahiti Nui en 2004 et +15 % de fret supplémentaire). La valeur ajoutée produite a néanmoins baissé en 2004, principalement du fait d'une augmentation des coûts dans le secteur du transport qu'il soit aérien, maritime ou terrestre. L'activité « agences de voyages » a également connu une hausse de son taux de consommation intermédiaire. Le cas de figure est autre pour les activités de télécommunications où la valeur ajoutée et la production sont en hausse de 3 et 10 %.

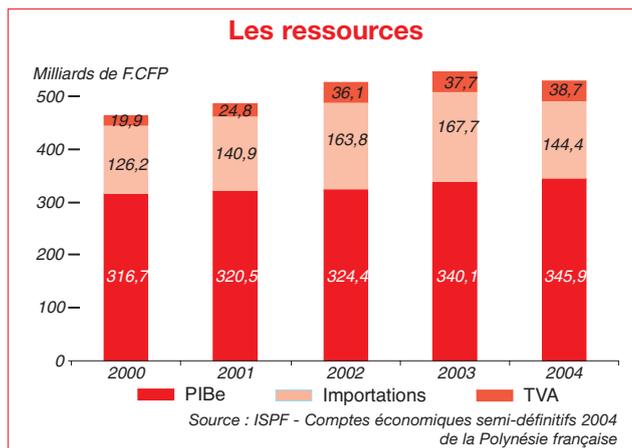
Le commerce : stabilité

Dans les comptes économiques, la « production » du commerce est mesurée par les marges commerciales générées lors de la vente de biens importés ou fabriqués localement. La marge commerciale est définie comme la différence entre la valeur à la vente et la valeur à l'achat hors taxe (CAF pour les biens importés et valeurs pour les biens produits localement) des marchandises commercialisées. Les impôts et taxes (hors TVA) qui grèvent la valeur des produits sont donc inclus dans la marge commerciale (27,4 milliards en 2004).

La consommation des ménages et des administrations ayant ralenti, la valeur ajoutée créée par le secteur du commerce s'est légèrement contractée à 82,4 milliards de F.CFP (contre 82,5 milliards en 2003). Particulièrement touché cette année, le secteur automobile souligne la morosité de l'activité commerciale en général ; le nombre d'immatriculations de voitures neuves est en baisse de 9,4 % entre 2003 à 2004.

Le BTP : stabilité

La production du BTP est restée stable en 2004. Les dépenses de l'Administration ont été légèrement moins importantes, l'investissement des communes ayant été inférieur de 650 millions de F.CFP. Le secteur public reste néanmoins le premier client du secteur BTP avec 35,9 % des commandes (soit 27,2



milliards de F.CFP). Le territoire a représenté 27 % de la demande en BTP en 2004 ; ces dépenses ont concerné principalement le chantier du nouvel hôpital ainsi que la rénovation du réseau routier dans les Îles Du Vent.

Parallèlement les particuliers ont réduit en 2004 leurs dépenses immobilières d'un milliard de F.CFP (soit une baisse de 7 %).

Seules les entreprises ont accru leurs efforts d'investissement en BTP (+3 %), sous l'impulsion du secteur des transports et télécommunications, de celui des industries mécaniques et électriques et du secteur agricole.

Les industries : en retrait

Le secteur industriel subit un ralentissement de sa croissance ; cependant, les évolutions diffèrent selon les activités. Les industries mécaniques et électriques ont globalement fait ressortir une hausse de 6,6 % de leur valeur ajoutée (soit une hausse de 625 millions de F.CFP) tandis que les autres industries ont contribué négativement à l'évolution de la PIBe avec une contraction de 8,2 % de leur valeur ajoutée qui diminue ainsi de près d'un milliard de F.CFP.

Entre 2003 et 2004 la production industrielle mécanique et électrique a cru de 1,2 milliard de F.CFP sous l'impulsion du secteur de la construction métallique, de la fabrication de moteurs et turbines et du commerce et de la réparation de motos. Inversement la bijouterie joaillerie, et l'édition de journaux, dont les valeurs ajoutées se sont nettement réduites, ont entraîné à la baisse le secteur des autres industries.

L'énergie : retour à la normale

Le secteur de l'énergie (qui regroupe principalement la production d'électricité et d'eau) représente 2,8 % du PIB en 2004. Sa contribution à la valeur ajoutée globale a progressé de

17 % à la faveur d'une hausse de la production d'électricité de 9 % et d'une diminution du taux de consommation intermédiaire.

Il semble que l'année 2003 avait été une année spécifique en termes de taux de consommation intermédiaire pour la production d'électricité et que 2004 voit un retour à la normale.

■ L'agriculture : stabilité

Le secteur de l'agriculture englobe, outre les productions agricoles proprement dites, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la production perlière. Pour cette dernière activité, la connaissance très imparfaite du secteur, contraint à valoriser la production perlière par les exportations.

En 2004 la production agricole, en valeur, a augmenté de 3,7 % grâce aux meilleurs résultats du secteur agricole alimentaire et à des exportations de perles plus soutenues. Les performances globales du secteur agricole ont été néanmoins limitées par une hausse du taux de consommation intermédiaire et par les difficultés du secteur de la pêche.

Les exportations de perles, d'un montant de 11 milliards de F.CFP, ont augmenté de 10 % par rapport à 2003, année où le niveau d'exportations avait été particulièrement faible. L'amélioration constatée est donc à relativiser mais l'inversion de la tendance semble confirmer que la restructuration de cette filière, entamée en 2001, finit par porter ses fruits ; d'autant plus que l'affaiblissement du dollar US contre le Franc pacifique, qui s'est poursuivi en 2004, reste un frein pour les exportations de produits perliers notamment vers les États-Unis mais aussi vers Hong Kong.

Les autres productions (légumières, fruitières, vivrières et animales) ont également connu une amélioration en 2004, à la fois en volume et en valeur, passant de 21 360 tonnes à 23 840 tonnes, soit une hausse de 12 %, tandis que l'évolution des prix n'a pas favorisé la production en valeur (+1 % seulement). En effet après une inflation importante en 2003 due à la faiblesse de la production, les prix de vente pratiqués sur la plupart des produits locaux, fruits comme légumes, ont été revu

à la baisse en 2004. Par exemple celui de l'ananas est en baisse de 26 % en moyenne sur l'année ou celui de la carotte en baisse de 42 %.

Les productions animales, en hausse de 0,7 % en volume et de 2,4 % en valeur, ont été tirées par la production porcine qui se relève d'une année 2003 difficile avec une hausse de 7 % des volumes produits et de 5 % de sa valeur. Avec une augmentation de 30 % en volume comme en valeur, la filière caprine, certes marginale avec 2 % de la production de viande, affiche la plus belle croissance de l'année 2004.

Les filières canard et lapin, dont les productions sont déjà très faibles (0,3 % en volume de la production de viande en 2004), semblent poursuivre leur déclin.

Dans le secteur de la pêche, confronté à des rendements décevants depuis 2001, la production est à nouveau en baisse de 13 % avec 7 300 tonnes de poissons pêchés en 2004. Malgré un nouvel essor de la flottille de pêche hauturière (11 bateaux supplémentaires en activité) les prises de poissons du large (5 159 tonnes) sont inférieures de 21 % par rapport à 2003, accentuant les difficultés que rencontrent les armateurs pour le remboursement de leurs équipements. L'évolution des prises pour 100 hameçons lâchés est éloquent, puisqu'un tel lâché générait 53 kg de prises en 2002, 34,2 kg en 2003 et seulement 22,9 kg en 2004.

Parallèlement, après deux années de baisse, la production de la pêche côtière connaît une légère amélioration et atteint 2 140 tonnes en 2004 (+1,4 % par rapport à 2003).

La production finale de coprah a chuté de 17 % à 8 416 tonnes en volume et est en retrait de 840 millions de F.CFP en valeur par rapport à 2004 (-17 %). Cette moindre performance est à mettre en rapport avec l'essor de la culture du nono qui incite certains producteurs à délaisser l'exploitation des cocoteraies.

La production de nono s'est en effet fortement développée puisqu'en moyenne le volume produit s'est accru de 25 % par an sur la période 2002-2004 pour atteindre 7 430 tonnes.

Les importations

le ralentissement

En 2004, la Polynésie a importé pour 144,6 milliards de F.CFP de biens, soit une baisse de près de 14 % par rapport à 2003. Cette contraction s'explique par le poste biens d'équipements qui est en baisse de 45 % par rapport à 2003, année exceptionnelle qui avait vu l'entrée sur le territoire de 2 nouveaux Airbus pour ATN, et de plusieurs navires de liaisons inter îles, de pêche ou de tourisme.

Hors biens d'équipements, les importations connaissent une hausse de 0,6 % montrant néanmoins un ralentissement puisque les importations (hors biens d'équipements) ont en moyenne progressé de 7,6 % par an de 1996 à 2003.

Plus dans le détail, les importations de biens intermédiaires, dont l'évolution témoigne assez justement de l'activité industrielle, ont progressé de 2 %, soit légèrement moins que le PIB du secteur marchand, et leur niveau atteint 34 milliards de F.CFP en 2004.

La TVA

La Taxe sur la Valeur Ajoutée mise en place le premier janvier 1998 apparaît comme une ressource de l'économie au même titre que les importations, la production et les droits de douanes (inclus dans la production du commerce). Elle s'applique à l'ensemble des biens et des prestations de services vendus et importés sur le territoire. Fixé initialement à 1 % pour le taux réduit, 2 % pour le taux normal et 3 % pour les services au premier janvier 1998, les trois taux ont successivement été portés à 3 %, 6 % et 9 % en 2000 puis 4 %, 7 % et 11 % en 2001 pour atteindre 6 %, 10 % et 16 % dans la dernière ligne droite de cette réforme fiscale .

La comptabilité nationale enregistre la TVA versée par les entreprises (c'est-à-dire la différence entre la TVA exigible, collectée sur les produits vendus, et la TVA déductible qui grève les produits employés comme consommations intermédiaires ou investissement) en ressource. Au sein des emplois, la consommation finale des ménages est évaluée toutes taxes comprises alors que les emplois intermédiaires (consommation intermédiaire, investissement) le sont hors TVA (déductible) respectant le principe d'équilibre de la comptabilité nationale entre les ressources et les emplois de chaque produit. La TVA versée au titre des importations s'élève à 19 milliards (-0,5 %) et celle versée au titre de la consommation à 19,7 milliards (+5,3 %).

	Les emplois							
	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	Variation	2004 / 2003
Unité :	milliards de F.CFP							%
Consommation (TTC)								
des ménages	255,3	278,5	305,7	332,6	351,8	321,1		-9,1
des administrations	33,1	35,7	37,1	41,8	40,2	38,7		-3,8
Investissements								
des entreprises	25,4	24,2	20,5	32,7	36,0	30,7		-14,7
des ménages	12,0	11,5	14,6	15,4	14,4	13,4		-6,9
des administrations	30,0	31,7	37,7	38,6	43,5	44,6		+2,5
Variations des stocks	-0,5	+0,5	+0,5	-0,2	-0,4	+1,3		
Exportations	27,9	28,7	26,0	23,2	16,5	19,1		+15,8
Dépenses touristiques	47,3	49,9	44,2	40,3	42,0	41,5		-1,2

* : valeurs révisées par rapport à la publication des comptes semi-définitifs de 2003

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2004 de la Polynésie française

La consommation

le manque de confiance

Faisant écho au tassement de l'activité du secteur du commerce, la consommation des ménages est en baisse en 2004. Établie à 321,1 milliards de F.CFP pour 2004, la consommation a diminué de 30 milliards par rapport à l'année précédente. La moindre croissance de l'encours des crédits à la consommation¹ (+8 % en 2004 contre +14 % en 2003) témoigne également d'une propension à consommer plus faible en 2004 qu'en 2003.

Parallèlement, après deux exercices 2002 et 2003 pendant lesquels la consommation des administrations² avait dépassé le niveau des 40 milliards de F.CFP, elle n'est plus que de 38,7 milliards en 2004. Les alternances au sommet de l'exécutif local sur la deuxième partie de l'année ont certainement eu un impact sur l'exécution des dépenses de fonctionnement du Territoire ainsi que sur celles des établissements publics (respectivement en baisse de 10 % et 22 % en valeur). Le Territoire et les établissements publics totalisaient 43 % des consommations des administrations en 2003 ; ils n'en représentent plus que 38 % en 2004.

1 : Ensemble des crédits aux particuliers hors crédits immobiliers.

2 : Les administrations réalisent des dépenses de fonctionnement (hors salaires et transferts divers) assimilées à de la consommation.

L'investissement

le coup de frein

Les entreprises polynésiennes ont investi* en 2004 une somme globale de 31 milliards de F.CFP, un montant en baisse de 14 % par rapport à l'année précédente. Cette forte baisse est due au faible niveau des importations exceptionnelles contrairement à 2003 où deux airbus A340 avait été importés.

Néanmoins en 2004 les investissements en produits des industries mécaniques et électriques restent majoritaires dans l'investissement des entreprises, pour un montant total de 19 milliards (soit 63 % des investissements).

Les investissements en BTP, que l'on additionne aux investissements en produits des industries mécaniques et électriques pour obtenir l'investissement total des entreprises, sont en légère progression de 3 % par rapport à 2003 (12 milliards de F.CFP en 2004).

Les investissements des ménages, qui correspondent à leurs dépenses en logements, s'élèvent à 13,4 milliards contre 14,4 milliards en 2003. Confirmation du ralentissement constaté en 2003, les octrois de prêts à l'habitat (achats et rénovations) par les établissements de crédits locaux ont diminué de 6,9 % en valeur et de 14 % en volume (1 256 prêts contre 1 460 en 2003). Ce sont surtout les aménagements et réparations de l'habitat qui ont fait l'objet de la plus forte baisse d'octroi de prêts (-21 % en volume et -23 % en valeur).

Les investissements publics ont pour leur part progressé de 2,6 % et atteignent un total de 44,5 milliards de F.CFP.

Le Territoire demeure le premier acteur public de l'investissement avec un montant total de 31 milliards, en hausse de 7 %. De façon plus détaillée et contrairement à 2003, ce sont les achats de matériels qui ont soutenu la croissance des investissements avec une hausse de 9,2 % en 2004, soit un montant de 17,5 milliards, niveau qui n'avait plus été atteint depuis 1991.

Le Territoire, les communes mais aussi le Centre Hospitalier Territorial ont accentué en 2004 leurs investissements en matériels. Les dépenses en bâtiments et travaux publics qui représentent 61 % des dépenses d'investissement de l'administration sont en légère baisse de -1,3 %, s'établissant désormais à 27,2 milliards de F.CFP. En 2004 les communes n'ont en effet dépensé que 4,2 milliards de F.CFP en BTP contre 4,9 milliards en 2003 (soit une baisse de 13 %).

* : dans cette partie, seuls les investissements inscrits en immobilisation des entreprises polynésiennes sont pris en compte. Les investissements réalisés dans le cadre de la défiscalisation outre-mer ne sont donc comptabilisés que si les entreprises propriétaires de l'actif résident en Polynésie française.

L'investissement en BTP des administrations

	2000	2001	2002	2003	2004
<i>Unité :</i>					<i>millions de F.CFP</i>
Territoire	13 383	15 514	16 448	19 174	20 711
État-Armées	1 685	1 575	1 575	1 290	1 290
État-services civils	329	450	394	104	140
Établissements publics territoriaux	336	181	351	1 200	161
CPS	88	88	90	188	333
Communes / Syndicat des communes	4 192	3 457	5 059	4 852	4 198
CHT	189	211	154	591	134
Autres	154	79	32	127	212
Total	20 354	21 555	24 102	27 525	27 178

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2004 de la Polynésie française

Les exportations

la reprise

Après une année 2003 aux résultats particulièrement décevants, une reprise semble s'amorcer en 2004. Totalisant 16,5 milliards de F.CFP en 2003, les exportations ont progressé de 16 % à 19,1 milliards en 2004.

Si l'on distingue les exportations à caractères civil et militaire, le montant des exportations civiles s'élève à 17,7 milliards (soit +12,1% par rapport à 2003). Soutenues par de meilleures performances de la perle, les exportations locales ont connu une embellie en 2004 avec une croissance de 10 % en valeur et de 1,3 % en volume par rapport à 2003. Le chiffre d'affaires à l'exportation de perles de Tahiti, de nono et d'huile de coprah ont progressé respectivement de 8 %, 28 % et 24 %. À l'inverse les exportations de poissons ont accentué leur cycle de baisse (-67 % en valeur par rapport à 2003) et la vanille a subi un retournement de la demande internationale (-39 %).

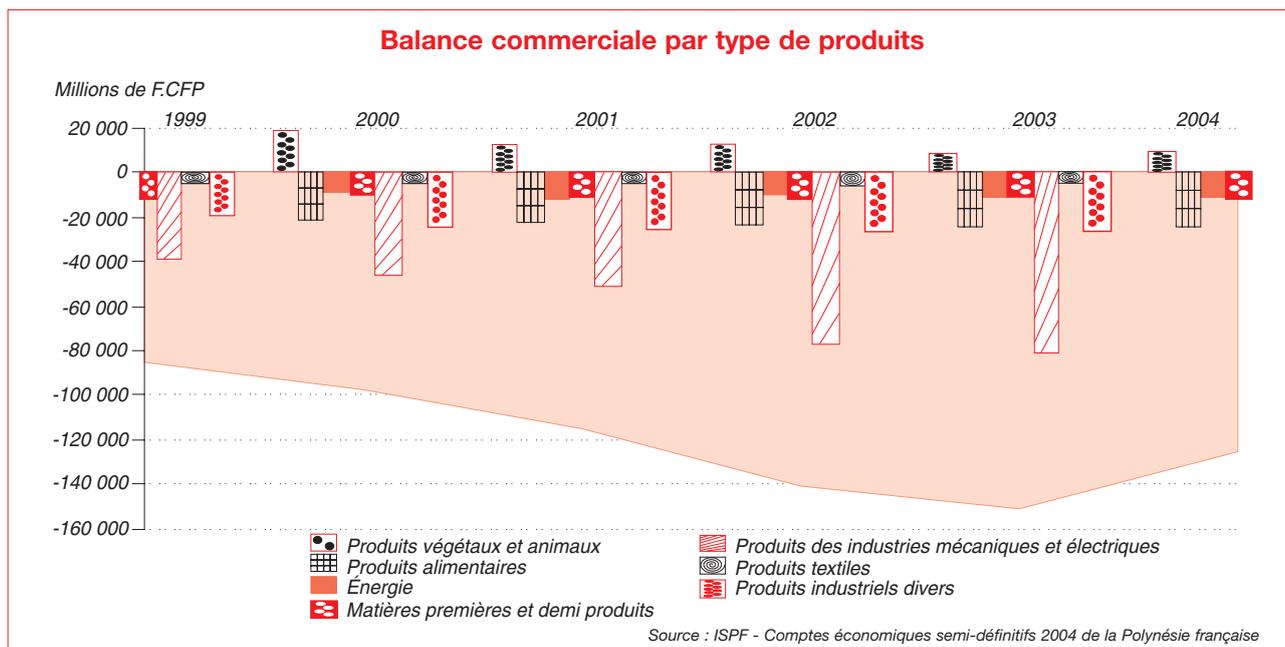
La situation de la perle s'est améliorée à l'export grâce à un prix moyen du gramme qui est passé de 1 012 à 1 235 F.CFP, pour la perle brute, entre 2003 et 2004. Ainsi les volumes de perles brutes exportées sont en baisse de 12 % mais l'augmentation du prix au gramme de 22 % permet à la valeur de passer de 10,1 à 10,8 milliards.

Dans le secteur du nono, les exportations de purée et de jus de nono ont dépassé les 6 000 tonnes (+45,6 %) pour une valeur qui a pour la première fois franchi le seuil du milliard de F.CFP à 1,3 milliard. La hausse du montant exporté est donc due à un effet volume puisque le prix au kilo passe de 225 F.CFP en 2003 à 215 F.CFP en 2004.

Inversement c'est surtout un effet prix qui a permis d'accroître les revenus d'exportation d'huile de coprah. Le prix au kilo, après les points bas de 2002 et 2003, a en effet progressé de 24 %, passant de 45 à 56 F.CFP/kilo entre 2003 et 2004. La valeur des exportations a ainsi augmenté de 24 %, à 298 millions de F.CFP, tandis que le volume ne s'est accru que de 6,8 %.

Dans le domaine de la pêche, les tonnages exportés ont diminué de 36,2 % à 772 tonnes pour un montant de 393 millions de F.CFP (656 millions en 2003) tous produits confondus. Cette baisse résulte d'une chute de la production liée à la raréfaction du poisson sur les zones de pêche habituelles, production qui suffit à peine à satisfaire la demande locale.

Le volume de vanille exporté a baissé de 12 à 8 tonnes entre 2003 et 2004.



Les flux économiques

Les flux économiques

Les flux économiques étudiés résultent des opérations effectuées par les divers agents, acteurs de l'économie polynésienne. Ils sont regroupés en quatre grandes catégories selon la fonction économique principale qu'ils accomplissent.

■ **Les entreprises produisent** : telles qu'elles sont définies dans les comptes économiques, elles regroupent non seulement tout le secteur privé marchand du territoire (sociétés et entreprises individuelles), mais également les établissements publics à caractère industriel et commercial comme l'OPT ou encore RFO. Elles créent des biens et services destinés à satisfaire les besoins exprimés par les autres agents (les ménages, les administrations, l'extérieur ou même d'autres entreprises). Pour cela, elles doivent consommer des biens ou services dits « intermédiaires », c'est-à-dire qui disparaissent dans le processus de production ; la production intérieure brute (PIBe) qui se compose de la somme des valeurs ajoutées (différence entre la production et les consommations intermédiaires) dégagée par les entreprises, mesure la richesse créée par ces dernières au cours de l'année et leur contribution au Produit Intérieur Brut (PIB).

Les entreprises utilisent le travail fourni par les ménages en contrepartie duquel elles versent des salaires. Elles investissent pour améliorer ou accroître leur production. Elles versent des impôts, des cotisations sociales.

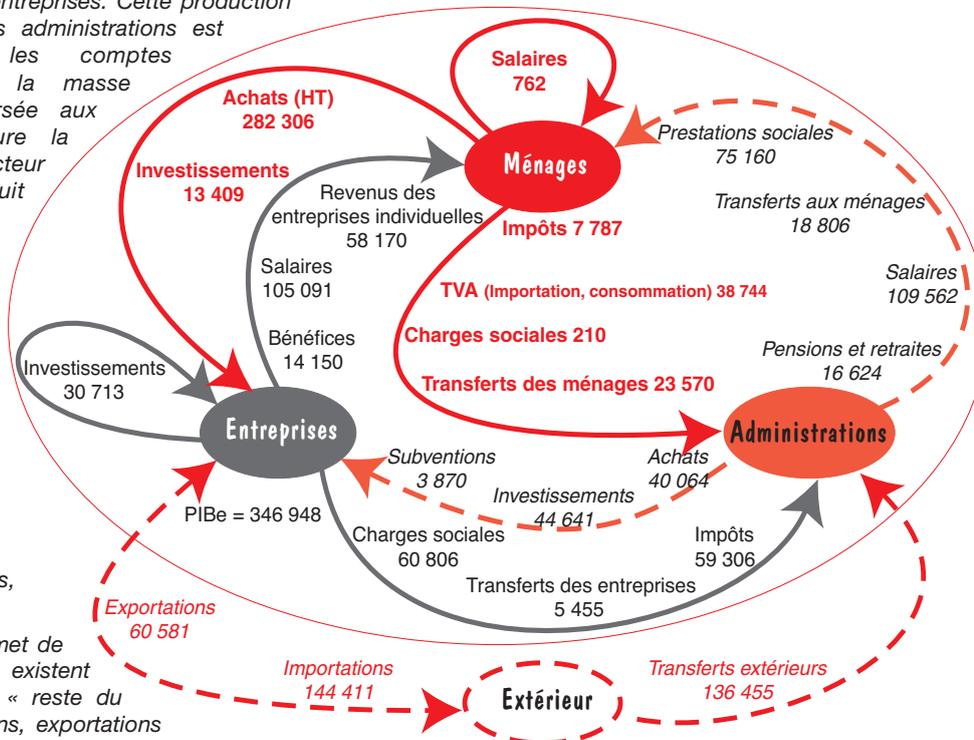
■ **Les ménages consomment** : pour ce faire les ménages disposent de revenus (salaires, revenu des entreprises individuelles, bénéfiques) ; ils perçoivent également des prestations sociales, des pensions et des retraites. Les ménages sont aussi les employeurs de personnel domestique : les charges salariales supportées à ce titre rentrent également dans la composition du PIB.

■ **Les administrations fournissent des services collectifs non marchands** (enseignement, santé, sécurité, etc.) aux autres agents et procèdent à des redistributions de ressources (prestations sociales, subventions). Elles comprennent, entre autres, le Pays, les services de l'État (civils et militaires), les Communes, la CPS, le CHT, les établissements publics du Pays à caractère administratif (ISPF, SEFI par exemple), l'enseignement privé, etc. Elles occupent un rôle moteur dans l'économie du Pays tant par l'importance de leur demande en biens, services et équipements que par le volume des revenus qu'elles distribuent (salaires, subventions, prestations sociales, etc.). L'activité des administrations engendre un flux réel de biens mais surtout de services dont les principaux bénéficiaires sont les ménages et les entreprises. Cette production non marchande des administrations est valorisée dans les comptes économiques par la masse salariale brute versée aux ménages et mesure la contribution du secteur public au Produit Intérieur Brut.

Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts. Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).

Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts. Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).

■ **L'extérieur permet de retracer les flux qui existent** entre le Pays et le « reste du monde » (importations, exportations de biens et de services dont tourisme, transferts extérieurs en provenance de l'État).



Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2004 de la Polynésie française